

# Appel à communications - Journée d'études

## Systemes productifs, circulations et mondes du travail entre Maghreb et Afrique de l'Ouest : regards croisés



**2-3 juin 2025**  
**Centre Jacques-Berque, Rabat**

À l'heure où, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, les circulations humaines, matérielles et immatérielles semblent s'intensifier – mobilités et mouvements migratoires, flux de capitaux, conception de projets énergétiques à grande échelle, accords politiques –, ces journées d'étude entendent mettre en lumière les manières dont ces circulations s'articulent avec le développement de systèmes productifs liés à des processus inégalitaires.

Elles adoptent un format original, visant à favoriser à la fois la transmission intergénérationnelle de la recherche et les échanges entre ancrages disciplinaires et géographiques. Ainsi, des retours de chercheurs confirmés sur leurs expériences de recherche et sur des outils méthodologiques et analytiques (*keynotes*) alterneront avec des sessions thématiques consacrées à la présentation de recherches en cours menées par de jeunes chercheurs.

Cet appel à communications s'adresse aux doctorants, post-doctorants et étudiants en master issus de diverses disciplines des sciences humaines et sociales (anthropologie, géographie, science politique, sociologie, etc.). Dans la limite du budget disponible, une prise en charge sera proposée en priorité aux jeunes chercheurs d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb.

### Argumentaire

Ces vingt dernières années, un ensemble de travaux en sciences sociales se sont intéressés au renouveau des circulations matérielles et humaines, aux relations politico-économiques et aux logiques d'intégration régionale entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne (Mareï, 2017). Depuis la période postcoloniale, les liens humains, politiques et économiques entre ces espaces se sont renouvelés et ont connu, en particulier au cours des trois dernières décennies, une intensification remarquable.

Si le renouveau de ces circulations est souvent interprété à l'aune d'une réactivation contemporaine d'anciens itinéraires commerciaux et économiques, notamment ceux des routes transsahariennes et caravanières, ces liens se déploient désormais sur de nouveaux itinéraires et selon des modalités inédites, structurées par des dynamiques actuelles et liées aux formes d'insertion du continent afri-

cain dans la mondialisation (Pliez, 2002, 2006 ; Marfaing et Wippel, 2003 ; Chauvin et al., 2017 ; Mareï et Ninot, 2018).

Aujourd'hui, les circulations humaines et matérielles entre ces deux ensembles géographiques se construisent à la croisée d'une multiplicité de dynamiques économiques. La signature d'accords commerciaux entre certains États, la tendance à la contraction des distances et les initiatives

conduites par certains opérateurs économiques participent d'une relative intensification des échanges marchands au sein de cet espace, autour d'axes et de corridors inégalement répartis. Aux migrations d'aventure s'ajoutent des mobilités de travail, commerciales ou religieuses, qui s'enchevêtrent et contribuent à façonner les territoires et à les intégrer dans de multiples dynamiques régionales.

Ces circulations s'articulent au développement de véritables systèmes productifs, intégrant des activités allant de la production à la consommation, en passant par la circu-

lation des richesses, dans divers secteurs (activités extractives, agricoles, industrielles, services, etc.). Ces systèmes relient des espaces parfois éloignés les uns des autres, s'appuyant sur des corridors logistiques dont le développement fait l'objet d'une attention politique et économique stratégique pour les États de la région (Mareï et Ninot, op. cit.).

Ni totalement impulsé « par le haut » ni uniquement structuré « par le bas », le suivi des circulations humaines et matérielles imbriquées à ces activités productives permet d'appréhender les modes concrets de recoupements et d'agencements qui animent la « continentalisation de la mondialisation » en Afrique. Surtout, il ouvre une perspective critique sur les processus qui façonnent, au quotidien, les formes d'intégration régionale ainsi que sur les tensions qui les traversent : morcellement des réseaux de transport, poches d'insécurité, faiblesse des investissements publics et tensions interétatiques constituent autant de dynamiques illustrant l'ambivalence de ce processus. Le resserrement des connexions de part et d'autre de l'espace saharien ne donne pas lieu à une dynamique d'unification territoriale où les disparités et les

différences se résorberaient ; il engendre, au contraire, de nouvelles polarisations ainsi que de nouvelles hiérarchies sociales et spatiales (McDougall et Scheele, 2012).

C'est autour de ces enjeux que se construit la réflexion qui animera ces journées d'étude.

**L'objectif est d'interroger les modalités de déploiement des systèmes productifs dans les espaces maghrébins et ouest-africains à l'aune des circulations matérielles et humaines, ainsi que des inégalités sociales et territoriales qu'ils engendrent et qui, en retour, contribuent à en façonner les contours.** La réflexion que nous souhaitons mener s'appuie sur une démarche pluridisciplinaire, à l'intersection de la géographie du transnational et des mobilités, de la sociologie et de la géographie du travail et, plus largement, de la géographie et de la sociologie des activités productives.

Un premier point de départ consiste à s'appuyer sur les travaux qui ont analysé les recompositions des systèmes productifs et leurs effets sur les mobilités, le travail et les dynamiques territoriales au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. Par exemple, l'émergence de multiples activités imbriquées dans le développement du capitalisme extractif semble modifier les modalités du déploiement territorial des circulations, longtemps étudiées sous l'angle du capitalisme marchand (Peraldi, 2007). Ainsi, les travaux portant sur l'essor de l'artisanat minier dans de nombreux territoires de ces régions l'ont relié aux évolutions du marché global — notamment la hausse des cours de l'or et de nombreux minerais — ainsi qu'aux circulations transnationales d'orpailleurs, de

techniques et de formes d'organisation du travail. Ces analyses portent également sur les transformations territoriales engendrées par cette dynamique : urbanisation, émergence de nouvelles hiérarchies sociales, conséquences environnementales et sanitaires, conflictualités, modes de régulation étatique et interactions ambiguës avec l'exploitation minière industrielle (Chevrillon- Guibert, Gagnol et Magrin, 2019 ; Iraki, 2021 ; Taleb Heidi, 2022 ; Dessertine et al., 2023).

Un second point de départ peut être trouvé dans les travaux qui se sont intéressés aux transformations du travail liées aux modalités spécifiques d'insertion de la région dans l'économie mondiale. Ces recherches interrogent les effets de la libéralisation, de l'implantation d'entreprises multinationales et des transferts de normes sur l'emploi, le développement du « secteur informel », les subjectivités au travail – et hors travail – ainsi que les luttes syndicales, professionnelles et celles autour de la reproduction sociale (Bazin, 2014 ; Eckert, 2021 ; Benarrosh, 2019). Enfin, les recherches portant sur les circulations humaines et matérielles, ainsi que sur leurs

infrastructures, constituent un repère important. En mettant en évidence la diversification des mobilités et des parcours migratoires, en étudiant les lieux d'ancrage de ces circulations et en analysant les évolutions urbaines et les recompositions des hiérarchies socio-spatiales liées aux

migrations, de nombreux travaux ont montré l'intérêt d'appréhender les influences réciproques entre la reconfiguration des réseaux et des itinéraires migratoires et les transformations territoriales (Bensaâd, 2009 ; Brachet, 2009 ; Bennafla, 2012).

Les nouvelles circulations marchandes qui se développent entre divers territoires et acteurs, ainsi que leur contribution à la fabrique urbaine, ont été analysées comme des processus de construction d'espaces transnationaux « par le bas ». Toutefois, elles peuvent également s'intégrer aux stratégies

des firmes globales (Bouhali, Doron et Racaud, 2023). Réciproquement, si les projets d'infrastructures visant à constituer des « corridors de transport » sont souvent promus par des coalitions d'intérêts rassemblant notamment des représentants d'organisations internationales telles que la Banque mondiale, des milieux d'affaires et des administrations nationales (Cissokho, 2022), les petits professionnels du transport et les usagers participent aussi à l'appropriation, voire au contournement, des schémas d'utilisation imposés par ces grands projets (Lombard et Mareï, 2024).

## Plusieurs axes pourront guider la réflexion.

### Axe 1 : Acteurs et articulations entre activités formelles et informelles dans les systèmes productifs au Maghreb et en Afrique subsaharienne

Historiquement, les politiques développementistes ont largement mobilisé les acteurs étatiques et les entreprises publiques pour structurer des systèmes productifs et construire des économies nationales. Cependant, à la suite des programmes d'ajustement structurel, le secteur privé a vu son rôle renforcé, tandis que les organisations internationales continuent de promouvoir son implication dans le développement économique. Parallèlement, les chaînes de production et les échanges marchands qui sous-tendent les dynamiques d'intégration macro-régionale s'appuient en grande partie sur des activités relevant du secteur dit « informel ». L'importance de l'informalité dans les économies africaines incite à repenser l'organisation des filières en examinant les imbrications entre activités formelles et informelles, tout en gardant à l'esprit que l'informalité ne signifie pas absence de structure.

Si le discours international en matière de développement économique soutient encore la « lutte contre l'informel » dans les économies du continent, de nombreux travaux ont déjà souligné l'artificialité d'une telle distinction. En effet, à l'échelle d'une chaîne de valeur, l'accumulation du capital repose souvent sur l'alternance entre activités formelles et informelles, mobilisées par différents acteurs. Par ailleurs, les acteurs publics sont fréquemment impliqués dans ces pratiques illégales et fondent même une partie de leur légitimité et de leur reproduction sur ces dynamiques. Ainsi, plutôt que de considérer la distinction entre formel et informel comme une opposition rigide et indépassable, il s'agit ici d'analyser leurs imbrications et les modalités de leur articulation dans les pratiques économiques.

Ce premier axe souhaite donc interroger la distribution des rôles entre acteurs publics, privés et ceux de l'informel dans les chaînes de production. Quelles sont les modalités d'articulation entre ces différents acteurs et comment s'insèrent-ils dans l'économie globalisée ? De quelle manière les activités informelles interagissent-elles avec les circuits matériels et financiers officiels ? Comment se structurent les rapports au travail dans ces segments informels et en quoi diffèrent-ils des formes de travail salarié régularisé ? Enfin, quelles formes de régulation encadrent ces activités et comment influencent-elles la structuration des systèmes productifs reliant le Maghreb et l'Afrique subsaharienne ?

### Axe 2 : Mondes du travail, reconfigurations territoriales et hiérarchies sociospatiales

À l'échelle régionale, la croissance des espaces productifs et les diverses formes d'accumulation capitaliste qu'elle génère, si elles reposent principalement sur des instruments de soutien publics et sur des logiques d'exploitation des ressources, tiennent également à leur capacité à encadrer et à gérer les formes d'organisations collectives susceptibles d'émerger au sein des mondes du travail. Dans le champ scientifique, l'analyse de ces mondes du travail souffre encore des distinctions classiques entre salariat formel et activités économiques informelles. Or, les dynamiques de travail dans les secteurs minier, agricole, industriel et des services, qui structurent ces systèmes productifs transnationaux, tendent à remettre en question ces oppositions.

Loin d'être figée, la division du travail repose sur de multiples hiérarchies sociales et économiques (nationaux versus non-nationaux, niveaux de qualification, segmentation des statuts d'emploi, parcellisation des tâches, etc.) et sur l'intégration de l'informalité aux chaînes de production. Dans ce cadre, de nombreux travailleurs oscillent entre statuts précaires et formes d'emploi régulées, révélant ainsi des rapports de pouvoir et de domination qui structurent ces mondes du travail. D'un autre point de vue, si la territorialisation des activités productives est souvent analysée à travers ses conséquences environnementales sur les communautés locales, peu de travaux se sont encore penchés sur la gestion spatiale de la main-d'œuvre et sur les effets des pollutions générées sur les ouvriers. Ainsi, dans les nouvelles villes minières, fortement touchées par l'essor de l'artisanat aurifère, l'arrivée d'une main-d'œuvre nombreuse et souvent étrangère a engendré une série de tensions et de conflictualités autour des usages de l'espace, qu'il soit public ou privé, mais aussi de l'augmentation de la demande de biens et de services, tels que le logement.

Ce volet propose d'interroger les dynamiques qui sous-tendent cette structuration. Comment la segmentation du travail entre ces différentes sphères contribue-t-elle à façonner les territoires productifs ? De quelle manière les mobilités professionnelles et les circulations de main-d'œuvre s'articulent-elles aux évolutions des systèmes productifs ? Quelles formes de résistances, d'organisations collectives ou de revendications émergent face aux reconfigurations des rapports de travail et aux inégalités qu'elles génèrent ?

L'enjeu est donc d'examiner comment les systèmes productifs transnationaux redéfinissent les hiérarchies sociospa-

tiales, en croisant les dynamiques de régulation publique, les stratégies entrepreneuriales et les logiques de travail informel. En quoi ces transformations influencent-elles les formes contemporaines de « citoyennetés industrielles » (Allal et Yon, 2020) et quelles conflictualités en résultent ? Enfin, comment les communautés affectées et les travailleurs participent-ils à la redéfinition des structures économiques et sociales des territoires où ils évoluent ?

### **Axe 3 : Systèmes productifs, infrastructures de mobilité et intégration régionale**

Le déploiement des systèmes productifs repose sur un ensemble d'infrastructures facilitant la circulation des biens, des personnes et des capitaux. Ces infrastructures – qu'il s'agisse de grands projets pilotés par des acteurs institutionnels et économiques ou de réseaux plus informels relevant de dynamiques de « mondialisation par le bas » ou de la « mondialisation des pauvres » (Choplin et Pliez, 2018) – conditionnent les formes territoriales du développement et les processus d'intégration régionale.

L'organisation spatiale des systèmes productifs ne se limite pas aux infrastructures visibles et bien documentées, comme les ports ou les zones frontalières ; elle repose aussi sur des circuits logistiques plus discrets qui participent à la fabrique des espaces transnationaux. Un regard sur les usages multiples de ces infrastructures permet de nuancer l'opposition entre les « grandes routes » des systèmes productifs et celles, plus discrètes, des échanges « par le bas ». À l'échelle locale, ces infrastructures sont investies par une diversité d'acteurs qui les détournent, se les réapproprient ou les intègrent à des configurations économiques parallèles. Certaines, conçues pour faciliter les grandes stratégies d'exportation et d'importation, sont utilisées par des commerçants transfrontaliers ou des travailleurs étrangers, tandis que d'autres, considérées comme marginales, s'insèrent progressivement dans des logiques de formalisation et de contrôle. Ces appropriations révèlent que l'intégration économique ne repose pas uniquement sur les corridors officiels, mais qu'elle se construit aussi dans des espaces intermédiaires où se recomposent hiérarchies sociales et dynamiques politiques. En ce sens, ces infrastructures ne sont pas de simples supports logistiques : elles sont aussi des lieux de négociation, de tensions et de redéfinition des rapports de pouvoir.

Ce volet propose d'interroger la portée des transformations induites par ces recompositions logistiques et infrastructurelles : comment les réseaux de transport et les couloirs logistiques transforment-ils les systèmes productifs ? Dans quelle mesure les infrastructures façonnent-elles les espaces régionaux en intégrant ou en marginalisant certains

territoires ? Quel rôle jouent les espaces frontaliers dans ces dynamiques de déploiement ? Enfin, quelles mutations sociales et politiques émergent à l'échelle locale en réponse à ces nouvelles configurations de circulation et d'échange ?

### **Organisation**

Les journées d'étude s'appuieront sur plusieurs ancrages disciplinaires (géographie, sociologie, science politique, anthropologie) et varieront les échelles ainsi que les niveaux d'analyse. Elles seront ouvertes à une pluralité d'approches méthodologiques. Ainsi, nous pourrions nous interroger, à l'échelle locale, sur les effets du déploiement des filières productives dans les territoires, sur les transformations environnementales qu'elles induisent et sur la manière dont les mobilités liées au travail contribuent aux dynamiques de changement social. Nous pourrions également suivre les circulations matérielles le long d'une filière (Choplin, 2021) ou d'un corridor logistique, ou encore analyser les restructurations macro-régionales induites par les réajustements des systèmes productifs.

Afin de favoriser le dialogue entre disciplines et entre thématiques de recherche, et d'esquisser des pistes de réflexion à approfondir, ces journées alterneront retours d'expérience sur des projets déjà réalisés et contributions issues de la jeune recherche. Des interventions keynotes, portant sur des recherches abouties et proposant des outils analytiques et méthodologiques, seront complétées par des sessions consacrées à des travaux doctoraux en cours, afin que les uns et les autres puissent s'enrichir des expériences passées et des questionnements émergents.

L'appel à communication est ouvert aux doctorants, post-doctorants et étudiants en master. Dans la limite du budget disponible, priorité sera donnée aux jeunes chercheurs issus du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, pour lesquels une prise en charge pourra être proposée (transport, hébergement et restauration). En revanche, nous ne sommes pas en mesure d'octroyer des per diem.

Veuillez adresser vos propositions de communication à Camille Cassarini (camille.cassarini[at]gmail.com) et Diane Robert (diane-robert[at]live.fr) avant le **15 mars 2025**.

Celles-ci devront comprendre les informations suivantes: nom et prénom du/des auteur(s), institution de rattachement, titre de la communication, résumé de la proposition avec mention claire de la problématique et de la méthodologie. Les communications fondées sur des enquêtes de terrain et des données empiriques originales seront privilégiées.

## Calendrier

- **30 janvier 2025** : Diffusion de l'appel à communication
- **22 mars 2025** : Notification d'acceptation aux participants
- **10 mai 2025** : Envoi des communications écrites aux organisateurs
- **2-3 juin 2025** : Journées d'étude à Rabat

## Coordination

- **Camille Cassarini** (IRMC, LPED).
- **Diane Robert** (CJB, LADYSS).

## Comité de pilotage

- **Amin Allal** (CERAPS – CNRS)
- **Mohamed Slim Ben Youssef** (CERAPS)
- **Mohammed Benidir** (INAU)
- **Issouf Binaté** (Université Alassane Ouattara)
- **Sidy Cissokho** (CLERSE – CNRS)
- **Anna Dessertine** (SOURCE – IRD)
- **Mody Diaw** (CED - ETTIS)
- **Ndèye Coumba Diouf** (IPAR - GERM - Université Gaston Berger de Saint-Louis)
- **Thomas Fouquet** (IMAF – CNRS)
- **Laurent Gagnol** (Textes et Cultures - Université d'Artois)
- **Katharina Grüneisl** (Nottingham University, IRMC)
- **Nadia Hachimi-Alaoui** (CGS - Université internationale de Rabat, Mesopolhis)
- **Tarik Harroud** (INAU)
- **Aziz Iraki** (INAU)
- **Leopold Kouakou** (CESSMA)
- **Nora Mareï** (PRODIG-CNRS)
- **Mohamed Oubenal** (IRCAM)
- **Moustapha Taleb Heidi** (CEROS)

## Bibliographie

- Allal, A. et Yon, K.**, 2020, « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail », *Critique internationale*, n° 87(2), pp. 15-32.
- Bazin, L.** (dir.), 2014, *Travail et politique* [numéro], *Politique africaine*, n° 133(1).
- Benarrosh, Y.**, (dir.), 2019, *Le travail mondialisé au Maghreb. Approches interdisciplinaires*, Casablanca, Éditions La Croisée des chemins, 540 p.
- Bennafla, K.**, 2012, *Pour une géographie des bordures à l'heure globale : frontières et espaces d'activités « informelles »*, Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 145 p.
- Bensaâd, A.**, (dir.), 2009, *Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes. Immigration sur émigration*, Karthala, Paris, 448p.
- Bouhali, A., Doron, A. et Racaud, S.**, (dir.), 2023, *Circulations marchandes et mondialisation des pauvres : transformations sociales et spatiales vues des Suds* [numéro], *Suds*, n° 287(1).
- Brachet, J.**, 2009, *Migrations transsahariennes : vers un désert cosmopolite et morcelé* (Niger), Éditions du Croquant, 322 p.

- Carroué, L.**, 2015, « De l'industrie au système productif : approches épistémologiques et conceptuelles », *Bulletin de l'association de géographes français*, vol. 92, n° 4, pp. 452-465.
- Chauvin, E., Mareï, N., Lombard, J.**, 2017, « Les circulations mondialisées en Afrique : promotion, adaptation et contournement », *Géocarrefour*, vol. 91, n° 3,
- Chevillon-Guibert, R., Magrin, G. et Gagnol, L.**, 2019, « Les ruées vers l'or au Sahara et au nord du Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur ? », *Hérodote*, n° 172(1), pp. 193-215.
- Choplin, A.**, 2021, *Matière grise de l'urbain : la vie du ciment en Afrique*, Genève, Métis Presses, 252 p.
- Choplin, A. et Pliez, O.**, 2018, *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil, coll. La République des idées, 128 p.
- Cissokho, S.**, 2022, « Infrastructure, development and neoliberalism in Africa : The concept of transport corridors », in Lamarque, H., Nugent, P. (dir.), *Transport Corridors in Africa*, Boydell & Brewer, pp. 35-56.
- Dessertine, A., Petit-Roulet, R., Champy, M., Doumbouya, I. K.**, 2023, « The governance of ASGM in Guinea and Côte d'Ivoire : (Im) mobility, territory, and technological change », in Castillo Guzmán, G., Himley, M., Brereton, D. (dir.), *Mining, Mobility, and Social Change in the Global South : Regional Perspectives*, Routledge, pp. 123-142.
- Eckert, A.**, 2021, « Où sont les travailleurs ? », *Politique africaine*, n° 161-162(1), pp. 189-204.
- Iraki, A.** (dir.), 2021, *Vivre ou survivre avec/après la mine*, Rabat, Éditions de l'INAU/CERAU.
- Lombard, J., Mareï, N.** (dir.), 2024, *Aux limites des grandes infrastructures, Les transports africains face au tournant des mobilités* [numéro], *Flux*, n° 135-136.
- Mareï, N.**, 2017, « Régionalisation entre Maghreb et Afrique de l'Ouest : regard géographique », *Interventions économiques, Hors-série Transformations*, pp. 33-36.
- Mareï, N., Ninot, O.**, 2018, « Entre Afrique du Nord et de l'Ouest, les relations transsahariennes à un moment charnière », *Bulletin de l'Association de géographes français* [en ligne], 95-2.
- Marfaing, L., Wippel, S.** (dir.), 2003, *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, Karthala, 486 p.
- McDougall, J., Scheele, J.** (dir.), 2012, *Saharan Frontiers : Space and Mobility in Northwest Africa*, Indiana University Press.
- Peraldi, M.**, 2007, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in Adelhah, F. et Bayart, J. (dir.), *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, Karthala, pp. 73-113.
- Pliez, O.**, 2002, « Vieux réseaux et nouvelles circulations entre les deux rives du Sahara », *Méditerranée*, vol. 99, n° 3-4, pp. 31-40.
- Pliez, O.**, 2006, « Nomades d'hier, nomades d'aujourd'hui. Les migrants africains réactivent-ils les territoires nomades au Sahara ? », *Annales de Géographie*, t. 115, n° 652, pp. 688-707.
- Taleb Heidi, M.**, 2022, « Artisanal gold mining in Mauritania », in Freire, F. (dir.), *State, Society and Islam in the Western Regions of the Sahara*, London, Bloomsbury, pp. 107-142.